

**RAPPORT N° 2024/2-08
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 28 mars 2024**

OBJET : AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'APPRENTIS

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 3 « Privilégier des espaces de respiration et de loisirs de qualité » dans le cadre de l'ORIENTATION 2 « Bâtir le développement équilibré & Solidaire du Territoire » du projet politique de la CINOR-

La CINOR, en tant que partenaire institutionnel, propose d'accueillir des apprentis au sein de ses directions. Les actions de formation par apprentissage ont pour objet entre autres de permettre aux travailleurs titulaires d'un contrat d'apprentissage d'obtenir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre à finalité professionnelle enregistré au répertoire national des certifications professionnelles

A ce titre, une expérimentation à la Direction Environnement et Cadre de Vie est conduite sur une période de 1 an afin d'identifier d'autres directions pouvant accueillir les apprentis du centre de formation des apprentis (CFA).

Le CFA TI PLUS FORMATION est en partenariat avec six structures associatives :

- JRFA Association
- ARCAM Association
- ESIJ Association
- TI BERTEL Association
- SDPLJ Association
- ACSIE Association

Ces associations ont mis en place une session de formation Titre Professionnel Agent de Médiation, Information, Services (TP AMIS) (Niveau 3 équiv CAP/BEP). L'agent AMIS contribue à la prévention des incivilités et des conflits par un dialogue avec différents publics.

Ainsi dans le cadre de leurs missions en tant que futur Agent de Médiation, 3 associations (SDPLJ Association ACSIE Association et TI BERTEL Association) ont sollicité la CINOR pour convenir d'une mise à disposition des apprentis pour complément de formation au sein de la Direction Environnement de la CINOR. Les apprentis (au nombre de quatre) effectueront les missions de sensibilisation sur la gestion des déchets et au geste de tri à raison d'une 1 journée par semaine.

La CINOR désigne au sein de son administration un Référent « apprentis » qui aura en charge le suivi du bon déroulé de l'exécution de la mesure en lien étroit avec les 3 associations (SDPLJ Association ACSIE Association et TI BERTEL Association).

Les missions du référent terrain sont les suivantes :

- Accueillir la personne et participer à son intégration à l'équipe de la structure d'accueil
- S'assurer de sa présence conformément au calendrier prévu et au respect des horaires fixés
- En lien avec la Direction des ressources humaines, assurer le suivi administratif, l'encadrement technique et veiller au bon déroulement de l'action,

Le présent rapport est sans incidence financière.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver la convention tripartite de mise à disposition jointe en annexe entre la CINOR et chaque association SDPLJ Association ACSIE Association et TI BERTEL Association
- M'autoriser à signer ladite convention.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

Le Président,

Maurice GIRONCEL

Accusé de réception en préfecture
974-243/4919-20240328-SC0024-2-08-DE
Date de transmission : 04/04/2024
Date de réception : 04/04/2024
Département de la Réunion

**DECISION N° 2024/2-08
du Bureau de la Communauté
en séance du 28 mars 2024**

OBJET : : AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'APPRENTIS

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 3 « Privilégier des espaces de respiration et de loisirs de qualité » dans le cadre de l'ORIENTATION 2 « Bâtir le développement équilibré & Solidaire du Territoire » du projet politique de la CINOR-

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/2-08 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-BC2024-2-08-DE
Date de télétransmission : 04/04/2024
Date de réception préfecture : 04/04/2024

ARTICLE 1

D'approuver la convention tripartite de mise à disposition jointe en annexe entre la CINOR et chaque association SDPLJ Association ACSIE Association et TI BERTEL Association

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer lesdites conventions.

Nombre de votants : 13 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 13
Vote pour : 13
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde 03 AVR 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL

Le Président
Maurice GIRONCEL



Communauté
Intercommunale
du Nord
de la Réunion